

Tribune libre

La problématique des programmes balistiques et nucléaire nord coréens

Par Emmanuel MBA ALLO *

EN réponse aux tirs de missiles balistiques intercontinentaux effectués par la Corée du Nord, les 3 et 28 juillet derniers, le Conseil de sécurité a voté à l'unanimité, le samedi 05 août, "les sanctions économiques les plus sévères jamais adoptées contre le régime", selon le mot de l'ambassadeur des Etats-Unis auprès des Nations unies, Mme Nikki Haley. Ce septième train de sanctions depuis 2006 vise à priver les autorités de la Corée du Nord des devises fortes qui lui permettent de financer la poursuite de ses programmes nucléaire et de missiles balistiques en violation de plusieurs résolutions du Conseil de sécurité. La résolution 2371 (2017), à l'initiative des Américains et ardemment négociée pendant près d'un mois avec les Chinois - alliés de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) - et la Russie interdit dorénavant à Pyongyang d'exporter son charbon, son plomb, ses minerais et ses produits issus de la pêche. Cette interdiction représente un manque à gagner de 1 milliard de dollars chaque année, soit un tiers du budget du régime nord-coréen. Ces sanctions commerciales sont combinées avec des sanctions financières et individuelles. Ce texte offre cependant une ouverture aux Nord-coréens pour aboutir à ce qu'ils souhaitent, c'est-à-dire des pourparlers directs ou indirects avec les Etats-Unis. La résolution 2371 (2017) est très explicite sur la volonté de relancer les pourparlers de paix à six. En effet, le Conseil de sécurité réaffirme son soutien aux pourparlers à six, et souhaite qu'ils reprennent. Il réaffirme aussi son soutien aux engagements énoncés dans la Déclaration commune du 19 septembre 2005 publiée par la Chine, les Etats-Unis, la Russie, le Japon, la République de Corée et la République populaire démocratique de Corée (Corée du Nord). Le Conseil de Sécurité soutient par ailleurs que l'objectif des pourparlers à six est de parvenir à la dénucléarisation vérifiable de la péninsule coréenne par des moyens pacifiques. Il rappelle enfin que les Etats-Unis et la République populaire démocratique de Corée se sont engagés à respecter leur souveraineté respective et à coexister pacifiquement alors que les six parties se sont résolues à promouvoir la coopération économique et tous les autres engagements pertinents. "La balle est maintenant dans le camp des Nord-Coréens", a résumé l'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, Mme Nikki

Haley. **NOUVELLE LIGNE**• En arrivant au pouvoir en 2012, le dirigeant nord-coréen, Kim Jong-un, avait promis à ses compatriotes qu'ils n'auraient plus "à se serrer la ceinture". A cet effet, lors du congrès du Parti du Travail de Corée, tenu l'année dernière à Pyongyang, le numéro un nord coréen avait tourné définitivement la page du "Songun" (priorité de l'armée), la stratégie suivie par son prédécesseur, en imposant une nouvelle ligne dite "byungjin" qui prévoit le développement parallèle des capacités militaires et économiques. L'isolement accru de la Corée du Nord ne lui facilitera pas la tâche. Asphyxiée économiquement par des sanctions et isolée sur la scène internationale, il est légitime de se demander pour quelles raisons la Corée du Nord éprouve le besoin de posséder la bombe atomique. De mes différents entretiens, avec les hauts dirigeants nord-coréens à Pyongyang durant ma mission de 2005 à 2011, j'ai retenu trois motivations principales. Primo, la peur d'une attaque américaine. Secundo, la crainte que leurs deux principaux alliés, la Chine et la Russie, les abandonnent. Tertio, la survie du régime. Depuis toujours, la Corée a été l'enjeu de luttes territoriales entre le Japon et la Chine impériale, voire la Russie, l'Angleterre, l'Amérique, pour posséder cette péninsule qui occupe une place stratégique en Asie du Nord-Est. Les Coréens disent d'ailleurs de leur pays qu'il est "une crevette parmi les baleines". Kim Il Sung, fondateur du régime nord-coréen, était persuadé dès la fin de la guerre de Corée, que le nucléaire serait le seul moyen efficace de dissuasion contre toute attaque, d'où qu'elle vienne. Il faut se souvenir que pendant la guerre de Corée (1950-1953), les généraux américains Douglas MacArthur, Matthew Ridgway et Stratemeyer, commandant les forces des Nations unies en Corée, ainsi que le président américain Harry Truman, avaient préconisé l'utilisation de bombes atomiques contre les troupes nord-coréennes et chinoises. **L'ATOME, ARME DE DISSUASION**• Plus tard, le président américain Dwight Eisenhower y avait pensé aussi. Dès lors, il ne fait aucun doute que, dès la fin de la guerre de Corée, et surtout depuis la chute du mur de Berlin qui a entraîné la disparition des régimes communistes en Europe de l'Est et en URSS, avec pour conséquence le quasi abandon de Pyongyang par Moscou aux plans de l'économie et de la défense, la Corée du nord se sent de plus en plus isolée. Et l'atome est

l'arme de dissuasion face aux forces étrangères hostiles, au premier rang desquelles les Etats-Unis. Les Nord-Coréens se méfient de Washington, car ils disent qu'une fraction importante de l'administration et du Congrès américains souhaite la chute du régime de Pyongyang. Il semble de plus en plus clair que les dirigeants nord-coréens estiment que les armes atomiques sont cruciales à la survie politique et militaire du régime. Ils sont persuadés que Saddam Hussein et Mouammar Kadhafi durent leur défaite au fait qu'ils ne possédaient pas l'arme nucléaire. L'atome permet également aux Nord-coréens d'être moins dépendants des Russes et des Chinois. Avec la reconnaissance de la Corée du sud par l'URSS le 30 septembre 1990 puis par la Chine le 24 août 1992, la Corée du Nord avait conclu qu'elle ne pourrait plus compter sur l'assistance d'un autre pays, fut-il communiste. Lorsque, en 1990, le ministre soviétique des Affaires étrangères, Edouard Chevarnadze, se rendit à Pyongyang pour annoncer aux dirigeants nord-coréens que l'URSS allait établir des relations diplomatiques avec la Corée du sud, ses interlocuteurs, à bout d'arguments pour dissuader Moscou, menacèrent de développer un arsenal nucléaire pour compenser la défection des Soviétiques. Même si la Chine est aujourd'hui le seul allié de poids de la Corée du Nord, l'influence qu'on lui prête généralement sur Pyongyang et ses moyens de pression sont limités. La Corée du Nord est suspicieuse face à la pression du grand frère chinois et ne veut pas d'une relation de soumission. On irait trop loin si on faisait de la Corée du Nord un vassal chinois. **"MOYEN DE PRESSION"**• Mais la Chine a probablement des contacts en quantité, et aussi de qualité, avec les Nord-Coréens. C'est en fait avec les livraisons de nourriture et d'énergie que Pékin garde le levier le plus efficace pour peser sur la Corée du Nord. Ces livraisons ont été utilisées dans le passé par la Chine "comme un moyen de pression pour amener la Corée du Nord à la table des négociations" à six (Etats-Unis, Chine, Corée du Nord, Corée du Sud, Japon, Russie) sur l'arrêt de son programme nucléaire placé sous l'égide de Pékin, ou pour lui faire assouplir ses positions. La Chine a pu utiliser également ses investissements dans des entreprises nord-coréennes, ou dans des grands projets comme la zone économique spéciale des îles Hwanggumpyong et Uihwa, sur le fleuve yalu (frontière entre les deux



Photo : DR

pays), face à la ville chinoise de Dandong. Pour la Chine, la Corée du Nord présente un intérêt géopolitique primordial. Elle l'embarrasse, certes, mais lui sert de tampon entre son territoire et les troupes américaines stationnées en Corée du sud. Aussi les dirigeants chinois évitent-ils d'acculer le régime et préfèrent-ils tenter de le faire évoluer de l'intérieur en intégrant peu à peu la Corée du Nord au développement économique des provinces chinoises du Nord-Est. Dernière et troisième motivation des dirigeants nord-coréens de se doter de l'arme nucléaire : la survie du régime. Sur le plan intérieur, l'atome est un instrument de fierté nationale et de renforcement de la légitimité du régime. Ce que veut vraiment la Corée du Nord, c'est parler avec l'administration américaine, de préférence sans l'intermédiaire de la Chine. Les Américains demeurent les seuls véritables interlocuteurs des Nord-Coréens. Les seuls à pouvoir offrir au régime de Pyongyang ce qui l'intéresse vraiment : un pacte de non-agression, voire un traité de paix. De fait, le cœur du litige du nucléaire nord-coréen réside dans l'insistance des Etats-Unis sur le principe de la "dénucléarisation d'abord, la paix après" alors que la Corée du Nord insiste sur le principe "la paix d'abord, la dénucléarisation après". Ces différences de priorités montrent clairement les intérêts stratégiques respectifs des deux parties.

* Ancien ambassadeur du Gabon en Corée du Nord de 2005 à 2011

Soudan/Troubles

L'Onu appelle à accroître l'aide humanitaire

AFP
Khartoum/Soudan

UNE responsable de l'Onu a appelé hier les donateurs à accroître l'aide humanitaire au Soudan, l'organisation internationale ayant reçu moins d'un quart des 804 millions de dollars (près de 464 milliards de francs) dont elle a besoin. Marta Ruedas, la coordinatrice humanitaire de l'Onu dans le pays, a indiqué lors

d'une conférence de presse à Khartoum que seulement 23% de l'aide humanitaire au Soudan pour 2017 avait été levée, soit environ 182 millions de dollars (environ 105 milliards de francs). "Nous attendons que la générosité des donateurs se poursuive pour pouvoir répondre aux besoins de première nécessité à temps", a déclaré Mme Ruedas. Environ 2,5 millions de personnes ont reçu une aide humanitaire au Soudan depuis le début de



Photo : AFP

Marta Ruedas, coordinatrice humanitaire de l'Onu au Soudan : "Nous attendons que la générosité des donateurs se poursuive pour pouvoir répondre aux besoins de première nécessité à temps."

l'année, a-t-elle indiqué. L'Onu va devoir ajuster le nombre de personnes bénéficiaires de cette assistance. "Il est difficile de définir des priorités compte tenu des ressources limitées", a expliqué Mme Ruedas. Des centaines de milliers de Soudanais vivent toujours dans des camps après avoir été déplacés par un conflit sanglant au Darfour, dans l'ouest du pays. Le conflit a débuté en 2003 quand des insurgés issus de minorités eth-

niques, s'estimant politiquement et économiquement marginalisés, se sont soulevés contre le régime de Khartoum du président Omar el-Béchir. En 2016, les Nations unies ont récolté plus de 55% de fonds sur près d'un milliard de dollars qu'elles réclamaient pour aider 4,6 millions de personnes au Soudan. Environ 416 000 Soudanais du Sud sont arrivés au Soudan, fuyant la guerre civile qui déchire depuis décembre 2013 leur pays.